

Kirschbaum, Stanislav J. et Roman, Anne C.R., (Eds.).
Reflections on Slovak History, Toronto, Canadian Foundation
of the Slovak World Congress, 1987, 193 p.

Robert Michael

Volume 19, Number 4, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702432ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702432ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Michael, R. (1988). Review of [Kirschbaum, Stanislav J. et Roman, Anne C.R., (Eds.). *Reflections on Slovak History*, Toronto, Canadian Foundation of the Slovak World Congress, 1987, 193 p.] *Études internationales*, 19(4), 744–746.
<https://doi.org/10.7202/702432ar>

prendre le Plan Marshall. En fait, trop préoccupé avec le détail des négociations et des luttes bureaucratiques, il ne s'intéresse pas vraiment à ce problème pourtant fondamental considérant la nature de son projet. Nonobstant ces commentaires, Hogan nous a présenté un livre original, offrant de nombreuses avenues pour la réflexion, et constituant l'analyse historique la plus détaillée et la plus fouillée du Plan Marshall parue à ce jour.

Daniel PERREAULT

Département d'histoire
York University

KIRSCHBAUM, Stanislav J. et ROMAN, Anne C.R., (éds.) *Reflections on Slovak History*, Toronto, Canadian Foundation of the Slovak World Congress, 1987, 193p.

Ce mince volume compte 9 chapitres qui traitent de l'histoire slovaque depuis le commencement jusqu'à présent. Les deux tiers des articles traitent de la Slovaquie des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, alors que les trois premiers chapitres portent sur sa création et son développement au Moyen Âge. On y trouve une bibliographie avec 500 entrées et un index de noms. En général, les articles comptent peu de notations et de citations, ceci s'expliquerait par le titre « *Reflections* ». Néanmoins, cette situation a tout de même tendance à rendre le lecteur un peu hésitant à faire confiance aux suppositions et aux conclusions des auteurs. Tous les articles (à l'exception des plus controversés sur la République slovaque, 1939-1945) sont basés sur des exposés présentés en 1984 à la conférence sur l'histoire slovaque organisée par le Congrès mondial slovaque.

L'ouvrage démontre qu'à part la période d'autonomie assez brève (la Grande Moravie au IX^{ème} siècle), les Slovaques en tant que peuple ont été ignoré par le monde. Ils ont plutôt subi l'influence ou la domination d'une série de puissants États et peuples – l'Empire franc (qui, d'un air important, introduisit à la fois le christianisme et l'épée aux Slovaques – l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Com-

me le dit R.V. Baumgarten. « la Slovaquie... a tant sacrifié et tour à tour n'a reçu que si peu. » (p. 55) Avec le travail de missionnaire des Saints Cyril et Methodius, ce fut la fusion du christianisme et de la volonté de rebâtir une nationalité qui soutient les Slovaques depuis un millénaire. Les croyances religieuses et la poussée nationaliste pour une indépendance perdue continuent de peupler les rêves des Slovaques qui font à nouveau partie de la Tchécoslovaquie et travaillent dans les rets de l'Union soviétique.

Ce volume comble manifestement un vide en historiographie slovaque, dans la mesure où il est composé d'essais écrits par des universitaires slovaques – Vladimir Bubrin, Theodor Zubek, Vladimir Baumgarten, Edita Bosak, Susan Mikula, Stanislav Kirschbaum, Kurt Neumann et Peter Petro – éduqués et vivant pour la plupart à l'Ouest (ils viennent d'universités à Toronto, à Fribourg, à Londres, en Floride, à Syracuse, à Paris, à Hambourg et en Alberta). Il y a du bon à cette propagation du point de vue slovaque sur l'histoire slovaque (indiqué par le titre « *Reflections* »). Les matériaux offerts par des personnes réfléchies comme le sont les auteurs représentés dans ce volume permettent de mieux percevoir les Slovaques et la Slovaquie de leur point de vue, de « l'intérieur ». Par exemple, ils contestent la présomption dans l'Ouest qu'il existe peu ou pas de différences entre les Slovaques et les Tchécoslovaques. Cependant, cette force est en même temps une faiblesse, car parfois ce livre manque d'objectivité. En effet, il est parfois difficile de distinguer entre l'expression de convictions et l'obscurcissement des faits.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, la Slovaquie s'est trouvée dans une affreuse situation politique. La Slovaquie était entourée de toutes parts par des ennemis ou de tous anciens ennemis – les Allemands, les Russes, les Hongrois, les Tchèques, les Polonais – les leaders slovaques ont dû négocier un passage ardu, en dépit de quoi ils ont continuellement saisi toute occasion pour acquérir un peu d'autonomie. Toutefois, si l'on devait croire l'interprétation légaliste étroite de Stanislav Kirschbaum, « la participation de

la Slovaquie à la [Seconde] Guerre [mondiale] visait *seulement* à lutter contre la Pologne et l'Union soviétique. » (p. 125, c'est nous qui soulignons). Pourtant, la Slovaquie semble clairement avoir été un pays satellite, d'autant plus volontaire, de l'Allemagne. Kirschbaum écrit aussi que « ce fut l'invasion hongroise de la partie est de la Slovaquie [en 1939 qui] força les politiciens slovaques à rechercher le soutien des Allemands. » (p. 96, c'est nous qui soulignons), comme si aucun autre facteur tel que l'hostilité qu'éprouvaient beaucoup de Slovaques à l'égard des Tchèques de même que la décision de l'Allemagne qui ne tenait pas compte des souhaits de la Slovaquie sur la question de son statut dans le Troisième Reich, n'avait été en jeu. Kirschbaum voudrait aussi nous faire croire qu'en 1939, le ministre des Affaires extérieures et de l'Intérieur, M. Durcansky, fut un modéré auquel s'opposait le groupe pro-allemand Tuka. (p. 98) Pourtant, ce fut le même Durcansky qui aurait promis à Goering que les Juifs slovaques seraient traités comme les Juifs en Allemagne. Bien que Kirschbaum admette que les rôles social, légal et économique des Juifs en Slovaquie furent limités dès janvier 1939 et que les Slovaques aient plié devant la pression de l'Allemagne d'agresser, battre et déporter jusqu'à leur mort les Juifs de Slovaquie (p. 100), il ne divulge tout simplement pas de faits, de chiffres, ni même d'impressions portant sur la coopération souvent empressée de particuliers et de représentants officiels de la République slovaque à la « Solution Finale ». (Kurt Neumann, auteur du chapitre VII de ce volume fait lui-même remarquer ce fait, p. 115).

Tout au long du chapitre VI de Kirschbaum, monseigneur Jzef Tiso, président de la Slovaquie et du *Vodca* du Hlinka, parti dominant, est dépeint comme un simple patriote slovaque. Malgré cela, en page 99 Kirschbaum note lui-même que le Reich intervint pour appuyer Tiso et mettre en échec la « déplorable » tentative par Tuka de le renverser. Il est évident aux yeux de tous que le Reich nazi n'a pas sauvé ses ennemis. Il pourrait aussi être vrai, comme le souligne Kirschbaum, que le président Tiso ait fait ce qu'il ait pu pour sauver les Juifs vers la fin de

la guerre. (p. 100) Toutefois, il est manifeste que les Slovaques et la plupart des Européens réalisèrent après la campagne de 1942-1943 que le régime d'Hitler était voué à l'échec et qu'ils devaient abandonner le Reich qui sombrait. Par conséquent, toute résistance à la pression allemande devenait plus probable après cette période qu'avant. Finalement, Kirschbaum soulève la question de l'influence de l'Église catholique, bien qu'il n'en discute pas vraiment.

Il fait le pont avec cette question en affirmant que « Tiso fonda sa présidence sur son expérience comme prêtre de paroisse. » (p. 108) De pair avec l'importance que Tiso accordait à la communauté et au rejet à la fois du fascisme (*sic*?) et du communisme, Tiso semble aussi avoir hérité sa part d'antisémitisme traditionnel et suivit la politique catholique officielle envers les Juifs. Les Juifs convertis au catholicisme, spécialement avant le 14 mars 1939, devaient être traités comme les Slovaques catholiques, c'est-à-dire, sauvés (à la fois au plan théologique et au plan physique). En revanche, les Juifs pratiquants et ceux convertis après 1939 devaient être traités comme des ennemis du Reich. Au moins à partir de Saint Augustin, la position prédominante de la théologie catholique et de la politique papale envers le peuple juif a été d'assurer qu'il souffre comme « peuple témoin », tout en le protéger de la violence et du meurtre. Il semblerait que ce fut l'essentiel de la politique de Tiso, un prêtre, et de Tuka, un catholique fidèle. Cela aide à comprendre la cause de la tragédie de près de 100,000 Juifs en temps de guerre en Slovaquie, une tragédie comme le laisserait entendre la lettre pastorale des évêques slovaques d'avril 1942: « La plus grande tragédie de la nation juive s'explique par le fait de ne pas avoir reconnu le Rédempteur et d'avoir préparé pour lui une mort terrible et ignominieuse sur la croix... De même, à nos yeux l'influence des Juifs a été pernicieuse... Ils ont fait du tort à notre peuple, non seulement au plan économique, mais aussi dans les sphères culturelle et morale. Par conséquent, l'Église ne peut s'opposer à l'État et ses règlements légaux empêchant la dangereuse influence des Juifs. »

L'article de Kurt Neumann sur la République slovaque (chapitre VII) présente de façon équilibrée la période la plus difficile dans l'histoire troublée de la Slovaquie. Ses affirmations que l'antisémitisme existait depuis des siècles en Slovaquie, comme dans toute l'Europe, que les Slovaques devraient assumer la responsabilité de leurs actions, que de nombreux Slovaques prirent activement part à la Solution Finale, que souvent les antisémites slovaques prirent des mesures plus sévères contre les Juifs que les Allemands ne semblent avoir voulu, que les deux tiers des Juifs de Slovaquie périrent dans l'Holocauste, que les actions contre les Juifs démontrent que beaucoup de Slovaques dans ce pays des plus catholiques abandonnèrent leurs propres principes moraux chrétiens, que l'Église était indirectement responsable d'une bonne part du comportement antisémite des croyants envers les Juifs. (pp. 115-117) C'est au crédit du professeur Kirschbaum de permettre à Dr. Neumann de défendre ces points qui semblent parfois contredire son point de vue. En revanche, Dr. Neuman identifie aussi d'authentiques Slovaques chrétiens qui ont aidé, protégé et risqué leur vies pour leurs voisins juifs. (pp. 118-120)

Robert MICHAEL

*Southeastern Massachusetts University,
Dartmouth, Massachusetts, États-Unis.*

REID, Escott, *Hungary and Suez 1956: A View From New Delhi*. Oakville (Ontario), Mosaic Press Publishers, 1986, 163 p.

À l'automne 1956, lorsqu'éclatent des crises en Hongrie et à Suez, Escott Reid est, depuis quatre ans, le Haut-Commissaire canadien en Inde. Parmi les représentants occidentaux accrédités dans ce pays, il est probablement le mieux placé pour avoir une certaine prise sur les événements. En effet, la Grande-Bretagne et la France sont dans le camp des agresseurs à Suez alors qu'un chargé d'affaires représente les États-Unis à Delhi. Reid a de bonnes relations avec Nehru, le Premier ministre et, surtout, avec N.R. Pillai, Secrétaire général au ministère des Affaires étran-

gères — à qui, d'ailleurs, Reid dédie son livre.

Le sous-titre nous dit assez bien en quoi consiste cette quatrième partie des mémoires d'Escott Reid. À l'aide de documents publiés ou que lui-même ou d'autres ont produits à chaud, à l'époque, et auxquels il a eu de nouveau accès, l'ex-diplomate nous fait revivre jour après jour comment il a vécu les soulèvements en Hongrie, à compter du 23 octobre 1956, et les interventions militaires en Égypte qui ont commencé le 29 et qui ont été perpétrées par Israël, la Grande-Bretagne et la France.

Le thème central du livre tourne autour des réactions de l'Inde face à ces deux crises et des représentations faites par Reid sur ces sujets, soit auprès de Pillai, soit auprès de Nehru, soit auprès du gouvernement canadien. Par rapport à l'affaire hongroise, l'Inde s'abstient, le 4 novembre, de voter une première résolution condamnant l'intervention soviétique en Hongrie et s'oppose à une autre résolution, de nature à peu près semblable, le 9 novembre. De plus, Nehru est resté presque muet, concernant la Hongrie, jusqu'au 5 novembre. Par contre, dès son ouverture, la crise de Suez a droit à une réprobation indienne rapide et constante. Qui plus est, la condamnation par Nehru de l'URSS, le 5 novembre — brève et aussitôt contrebalancée par une frappe similaire contre les anglo-britanniques — sera suivie, jusqu'au 19, premier jour d'un débat sur les Affaires étrangères au Parlement indien, d'un cheminement tortueux qui frôlera même la justification de la présence soviétique en Hongrie dans un discours public de Nehru tenu le 9 novembre. Reid ne s'explique toujours pas cette dernière intervention.

Pourquoi Nehru a-t-il réagi d'une façon si différente dans les deux cas sous étude? Reid rassemble tous les éléments de réponse que les observateurs valables de ces événements ont avancés jusqu'à ce jour. Les analyses varient, évidemment.

Selon Nehru, les sources qu'il considérait comme « autorisées » lui ont manqué pour lui expliquer ce qui se déroulait vraiment en Hongrie. Il aurait donc, dans un premier temps,